



REPRÉSENTATION PERMANENTE  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
A GENÈVE

**Conseil des Droits de l'Homme – 16<sup>e</sup> session**

**Point 3 de l'ordre du jour : Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation,  
M. Olivier de Schutter**

(Genève, le 8 mars 2011)

**Intervention de M. Jean Feyder,  
Représentant permanent du Luxembourg**

Monsieur le Président,

Le Luxembourg se rallie à la déclaration de l'UE.

Il tient à féliciter le Rapporteur spécial, Monsieur Olivier de Schutter, pour l'excellent travail qu'il ne cesse de réaliser et pour le rapport qu'il nous a présenté.

Mon pays est préoccupé par la récente flambée des prix alimentaires qui selon la FAO ont atteint le même niveau qu'en 2008. Elle est en train de provoquer une nouvelle crise alimentaire qui a conduit à des tensions sociales dans plusieurs pays. Cette situation appelle notre attention urgente. Elle a plongé dans la pauvreté, au cours des six derniers mois, quelque 44 millions de personnes qui s'ajoutent au milliard de personnes qui souffrent déjà de faim et de malnutrition. Leur droit à l'alimentation est violé chaque jour. Nous sommes loin de l'objectif no 1 du Millénaire pour le développement qui a prévu, en l'an 2000, de réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de ceux souffrant de faim et de malnutrition. D'où nécessité de redoubler nos efforts y compris ceux visant à réduire la volatilité des prix alimentaires.

Depuis quelques années, et avec une brutalité inouïe, les conditions du milieu et du climat sont sérieusement menacées et fragilisées. Les écosystèmes se détériorent avec une vitesse jamais connue auparavant. Ils concernent en particulier le climat, l'eau, la biodiversité et les ressources halieutiques. L'érosion avance. Les changements climatiques affectent les conditions d'exploitation et les récoltes agricoles. Résultat : la sécurité alimentaire, en particulier pour les plus vulnérables, connaît de nouvelles incertitudes.

Les catastrophes naturelles qui se sont passées, en une seule année, notamment en Russie, en Australie, en Chine, et au Pakistan témoignent de ces dérèglements dramatiques.

L'agriculture est à la fois victime et cause des ces changements climatiques et écologiques. Nous saluons donc le rapport qui nous a été présenté et qui se concentre sur une réponse clé à ces problèmes: l'agro-écologie, soit une agriculture qui vise à intégrer les lois de l'environnement et de l'écologie. Nous appuyons surtout les propositions suivantes :

- priorité aux petits exploitants
- agriculture biologique ou organique,
- diversification de la production
- participation des organisations paysannes
- développement des infrastructures, des routes et pistes rurales
- accès au savoir et aux services de vulgarisation
- recherche agricole axée sur l'agro-écologie
- meilleure régulation des marchés
- attention particulière aux femmes paysannes

Le défi pour une agriculture durable consiste à produire plus et mieux, mais avec moins.

Une question pour conclure : Ne convient-il pas aussi de retenir le concept de prix abordables pour les consommateurs, stables et rémunérateurs pour les producteurs ?

Je vous remercie.